

"Le Système Monétaire Européen a-t-il un avenir?" dans Europe (20 septembre 1979)

Légende: Dans son éditorial du 20 septembre 1979, Emanuele Gazzo, rédacteur en chef de l'Agence Europe, s'interroge sur les conditions du succès économique et politique du SME.

Source: Europe. Agence internationale d'information pour la presse. dir. de publ. RICCARDI, Lodovico ; Réd. Chef GAZZO, Emanuele. 20.09.1979, n° 2751. Bruxelles.

Copyright: (c) Agence Europe S.A.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"le_systeme_monetaire_europeen_a_t_il_un_avenir_"_dans_europe_20_septembre_1979-fr-8d56fc7b-abd0-40ff-ad85-5cfe464bf121.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 16/09/2012

Le Système Monétaire Européen a-t-il un avenir?

Nous avons entendu M. Monory, ministre français de l'économie dire hier soir à un journaliste de la radio, qui l'interrogeait sur le SME: "C'est un grand pas politique sur la voie de l'union économique et monétaire de l'Europe".

Le SME se porte bien, a-t-il été constaté hier. La petite phrase de M. Monory, tout en étant encourageante, conduit à se poser une autre question. Le SME a-t-il un avenir? La clé de la réponse réside dans cet adjectif - politique - employé par le ministre. Lorsque nous avons écrit, hier que le SME ne saurait pas résister aux événements s'il demeurerait tout simplement un "mécanisme de change", nous voulions précisément indiquer que, par son inspiration, par le schéma opérationnel complexe qu'il doit mettre en œuvre, par les finalités explicites et implicites qu'il contient, le SME est un fait politique, qui aura des conséquences politiques, et qui est susceptible de changer la nature "actuelle" de la Communauté, et plus exactement de lui permettre d'évoluer vers une union véritable, en tout cas, comme l'a dit M. Monory, vers une union économique et monétaire.

C'est ce facteur politique qui compte et qui permet de dire que la conclusion positive de l'examen effectué après le premier semestre de fonctionnement, est un pas important, ayant un "contenu politique". Mais il s'agit d'un premier pas, car il reste beaucoup de chemin à faire. L'existence d'une volonté politique et le respect des délais sont importants, parce que d'autres délais ont été fixés pour d'autres actions dont la portée politique est encore plus grande.

Ce n'est en effet pas sur les aspects purement techniques - dont certains ont été évoqués hier - que l'avenir du SME en tant qu'instrument d'une politique va se jouer. Souvenons-nous qu'en se basant sur les aspects techniques du projet, des éminents économistes et experts avaient prédit à maintes reprises, avant et après son adoption, que le SME aurait été un cuisant échec. Pour le moment, et dans un marché trouble, ces prédictions ont été démenties par les faits. Le fonctionnement correct du mécanisme de change et d'intervention pose sans doute des problèmes, comme cela est le cas de tout mécanisme de change géré sur le plan national. Il y aura toujours des divergences sur l'un ou l'autre point; l'essentiel est que la coopération entre les organismes qui sont au centre du mécanisme, à savoir les Banques Centrales, fonctionne correctement, ce qui a été le cas. L'application du dispositif d'alerte peut susciter des interprétations différentes, sans pour autant tomber en panne et sans mettre en cause son rôle fondamental (et politique) consistant dans l'obligation d'agir par anticipation en respectant une symétrie indispensable. Par ailleurs, en cas d'ajustement d'un ou de plusieurs cours-pivots, on ne pourrait certainement pas dire que le SME a manqué ses objectifs.

Les conditions du succès se trouvent ailleurs, à savoir dans l'élimination progressive des causes qui rendent objectivement nécessaires, à un moment donné, des "ajustements" et dans l'organisation correcte de ces mêmes ajustements. Elles se trouvent également dans la convergence des taux d'inflation vers le niveau le plus bas possible et ceci (comme le précise l'excellent commentaire publié dans le No 3 de "Économie Européenne" par les soins de la Direction générale des Affaires Economiques et Financières de la Commission) sans déviations ni inflationnistes ni déflationnistes.

Ceci nous conduit à nous pencher de nouveau sur la condition politique fondamentale, celle qui, selon qu'elle sera remplie ou non, permettra de répondre par un "oui" ou par un "non" à la question qui est posée. Cette condition est que la recherche d'une convergence des économies nationales qui ne serait pas artificielle et qui donnerait homogénéité et cohérence à l'économie de la Communauté, soit couronnée de succès. Il faut dire que les éléments dont on dispose (par exemple le document dit "de référence") ne permettent pas d'aboutir dès maintenant à des conclusions positives. Et que, dans cette optique, l'appréciation sévère que M. Dean Hinton, Ambassadeur des Etats-Unis auprès des Communautés, a exprimé avec son franc parler habituel (N.Y.H.T. du 11/9) mérite d'être considérée avec attention. Surtout lorsqu'on sait que M. Hinton a toujours été inspiré, dans ses propos comme dans son action, par un désir réel de voir progresser l'intégration économique et politique de la Communauté. M. Hinton espérait davantage, et il est déçu, puisqu'aux promesses les faits n'ont pas toujours suivi. Il regrette principalement deux choses : (1) de ne pas apercevoir un véritable élan vers la création d'un vrai Fonds monétaire européen, qui serait crucial pour la survie à long

terme du système; (2) qu'il n'y a pas eu une attitude unitaire vis-à-vis du dollar. Au surplus, il fait allusion à l'absence de véritables "institutions" sur lesquelles l'union monétaire puisse se fonder.

Ceci doit inciter les Européens à réfléchir et à agir. Ce qui se passe depuis quelques temps donne le sentiment du "déjà vu". La Communauté semble revenir sur les positions qui en 1971 avaient contribué à faire avorter le grand projet monétaire. Elle attend les initiatives extérieures. Elle se préoccupe davantage des expédients permettant au "non-système" monétaire international à vivre, plutôt que de pousser vers ses conséquences logiques et politiques son propre système.

Em. G.